

# CRYSTAL CLEAR

Le Bulletin du Groupe Eau et Assainissement du BPD

numéro 1 août 1999



## La coopération entre les entreprises, le secteur public et la société civile, est rapidement en train de s'imposer comme le processus clé pour résoudre les principaux problèmes d'approvisionnement en eau et en assainissement dans le monde.

Le lancement des sept projets pilotes du Groupe Eau et Assainissement, l'un des quatre groupes du BPD, permet d'ores et déjà de tirer un certain nombre d'enseignements sur les partenariats entre les trois secteurs.

Dans les six pays de l'hémisphère Sud où elles se déroulent, ces actions tentent de trouver des solutions aux différents problèmes auxquels sont confrontées les populations urbaines défavorisées. Elles illustrent comment les partenariats tripartites permettent de surmonter les obstacles apparemment insurmontables à l'approvisionnement en eau et en assainissement de ces populations. Il s'agit à terme d'étendre ces projets



et d'encourager la formation de réseaux informels plus importants qui répondent directement aux besoins de plus de 600 millions de personnes qui vivent dans des conditions insalubres des quartiers défavorisés des grandes villes.

Ce premier numéro définit tout d'abord le principe et le mode de fonctionnement des partenariats. Il présente ensuite le point de vue des différents intervenants et les actions pilotes qui sont menées. Le bulletin entend tout particulièrement promouvoir le dialogue et élargir le débat sur les problèmes des bas revenus, du manque d'infrastructures, de l'habitat précaire et de la surpopulation. L'analyse des rencontres de Buenos Aires tient aussi une place importante dans ce numéro : les participants en sont repartis enthousiastes, armés d'une meilleure compréhension du concept de coopération tripartite.

Les actions du Groupe font partie d'une initiative plus importante de la Banque Mondiale qui cherche à exploiter le potentiel des partenariats pour le développement des communautés du monde entier.

Ce bulletin souhaite être un forum où les approches positives (ainsi que les moins appropriées) peuvent être analysées et documentées. Nous encourageons tout particulièrement la contribution des acteurs des différents projets à l'établissement d'indicateurs afin de mesurer le succès des partenariats.

Vous pouvez contacter le Groupe Eau et Assainissement du BPD à l'adresse suivante :

BPD Water and Sanitation Cluster  
c/o WaterAid

Prince Consort House  
27-29 Albert Embankment  
London SE1 7UB  
Royaume-Uni

Téléphone : +44 (0) 20 7793 4557

Télécopie : +44 (0) 20 7582 0962

Email : [bpd@wateraid.org.uk](mailto:bpd@wateraid.org.uk)

Site Web : [www.bpd-waterandsanitation.org](http://www.bpd-waterandsanitation.org)

N'hésitez pas à nous envoyer vos remarques ainsi que vos questions.

## L'évolution du point de vue des différents partenaires

L'insuffisance de l'approvisionnement en eau et en assainissement pour la population mondiale représente l'un des plus grands échecs du 20ème siècle. Plus de 1,4 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et 3 milliards, soit plus de la moitié de la population mondiale, n'ont pas accès à une installation sanitaire décente.

Les solutions ne sont pas simples ; il s'agit de résoudre des problèmes liés à l'accès, à l'investissement et à l'utilisation. Traditionnellement,

de développement, un concept qui a été largement facilité par d'importants changements dans l'approche des trois secteurs. Le secteur public reconnaît d'une part qu'apporter le développement sur une telle échelle représente une tâche immense qu'il n'est pas en mesure d'assumer seul. Les entreprises ont commencé d'autre part à prendre conscience que leur succès à long terme dépendait non seulement de l'adoption, au sein de l'entreprise, de la notion de responsabilité sociale, mais aussi de la mise en place de véritables solutions pour un développement durable. Les organisations communautaires, souvent issues des communautés et ancrées au

en conséquence, ceux-ci peuvent décider qui a droit à quoi, comment et à quel prix. Nous savons par expérience que ce système ne répond pas aux besoins des populations défavorisées. Les gouvernements choisissent donc de plus en plus de confier la gestion des services d'eau au secteur privé, ce qui permet de répartir les charges financières et techniques énormes, surtout lorsque ces ressources ne sont pas disponibles. Qui plus est, lorsque les services d'eau sont dispensés au niveau de service approprié le plus bas possible, leur gestion en est plus efficace, ce qui soulage le fardeau des bureaucraties débordées. Avec la participation du secteur privé et de la société civile, on apporte une solution efficace pour l'approvisionnement en eau et en assainissement ; le secteur public conserve son rôle de décision en matière d'objectifs et de réglementation globale.

Des projets en partenariat sont en cours en Argentine, en Bolivie, en Colombie, en Haïti, en Indonésie et en Afrique du Sud.

L'expérience que l'on peut tirer de ces projets est largement diffusée afin d'encourager le secteur public à faire appel au secteur privé pour accroître la participation de ce dernier au challenge du développement.

### **Le BPD et le secteur privé**

Le secteur privé est extrêmement sensible à la complexité et aux enjeux politiques du domaine de

c'était le secteur public qui contrôlait le développement de tels services, les entreprises étant considérées quant à elles comme trop intéressées par le profit. Le concept de « société civile » était peu familier : bon nombre d'associations étaient en effet formées essentiellement pour palier aux excès, aux insuffisances ou à l'inertie des pouvoirs publics et du secteur privé.

Aujourd'hui en revanche, c'est le concept de partenariat tripartite qui permet d'apporter les solutions

sein des quartiers défavorisés, reconnaissent que l'association du secteur public avec le secteur privé permet de franchir un pas important pour la promotion d'une approche plus globale en matière de développement, ainsi que pour la généralisation des programmes entrepris.

### **Le BPD et le secteur public**

La gestion de l'eau est généralement du ressort des pouvoirs publics qui en assument la totalité du financement et de la gestion ;



l'eau et de l'assainissement. C'est un secteur particulièrement coûteux en capital ; les pouvoirs publics ne bénéficient généralement ni des fonds, ni du savoir-faire requis. Pourtant, le secteur privé n'entre en jeu que lorsqu'il peut espérer un retour adéquat sur ses investissements. Le service d'eau étant par ailleurs souvent considéré comme un service public « fourni » à coût réduit, les investissements peuvent conduire à des pertes financières. En même temps, l'eau est nécessaire à la vie ; il est donc impensable de laisser le secteur privé en assurer complètement la vente, la répartition et le contrôle.

Les partenariats tripartites apportent des solutions à une partie de ces problèmes. Une alliance entre secteur public et société civile offre un certain nombre de garanties qui permettent au secteur privé de protéger ses investissements et de percevoir des recettes tout en respectant les objectifs politiques et sociaux du projet : assurer un service d'eau et d'assainissement aux plus démunis. Les partenariats sont peut-être la seule façon d'établir un équilibre entre responsabilité sociale et responsabilité politique, tout en adoptant une logique commerciale.

L'établissement de tels partenariats correspond à une demande urgente dans de nombreux pays où, paradoxalement, les plus défavorisés paient leur eau plus

cher. Dans les plus grandes villes des pays en développement, les habitants des bidonvilles dépensent en effet jusqu'à 40 % de leurs revenus déjà bien faibles pour payer l'eau. Jusqu'à 20 à 30 % des habitants des zones urbaines complètent leur approvisionnement en faisant appel à des vendeurs privés qui appliquent des tarifs bien supérieurs au tarif de base.

### Le BPD et la société civile

L'infrastructure « physique » ne suffit pas pour assurer un approvisionnement en eau efficace et durable. Il faut aussi une infrastructure « sociale » qui mobilise la main d'œuvre locale et ses compétences, qui agisse en tant que médiateur au sein de la communauté pour établir un consensus, en particulier en matière de tarification, de maintenance et de fonctionnement des installations, et qui assure enfin la promotion de l'hygiène. L'établissement d'infrastructures sociales est le point fort des ONG et des associations communautaires qui représentent la voix des communautés locales au sein du partenariat.

Elles bénéficient certes d'une large expérience dans la conception et la mise en place de programmes d'approvisionnement en eau et en assainissement en collaboration avec les communautés locales. Pourtant, leur action est souvent limitée par le manque de ressources et les difficultés d'étendre leurs programmes et d'en élargir l'impact.

Diverses ONG avec d'importants réseaux d'organisations partenaires commencent à être impliquées dans le programme BPD. WaterAid entretient en particulier des relations privilégiées avec le secteur privé. Cette ONG, qui accueille d'ailleurs le Secrétariat du Groupe Eau et Assainissement dans ses locaux, soutient les programmes urbains d'approvisionnement en eau et en assainissement. Grâce au BPD, les ONG et organisations communautaires peuvent s'informer et contribuer aux meilleures solutions envisagées pour répondre au défi du développement.

### Face aux problèmes : Analyse de la rencontre de Buenos Aires

Le Groupe a organisé la première d'une série de rencontres à Buenos Aires du 22 au 26 mars 1999. L'objectif de cette série de conférences et de visites sur le terrain est de permettre aux différents représentants du secteur public, du secteur privé et de la société civile d'observer sur le terrain un certain nombre d'approches innovantes pour répondre aux besoins des populations défavorisées en matière d'approvisionnement en eau et en assainissement. Le projet pilote Aguas Argentinas - Suez Lyonnaise des Eaux à Buenos Aires, et le projet pilote La Paz/ El Alto en Bolivie, furent ainsi soumis à une étude détaillée.

Lors de cette première rencontre, un certain nombre de préoccupations ont été évoquées par des représentants des trois secteurs. Les représentants du secteur privé se sont par exemple interrogés sur les avantages à tirer de la desserte des quartiers défavorisés. On demanda aux ONG d'expliquer comment elles pouvaient jouer au mieux leur rôle d'intermédiaires avec les autres partenaires. Le montant des subventions

été sollicitées pour favoriser le dialogue entre le concessionnaire, les pouvoirs publics et les communautés concernées. Un certain nombre de solutions innovantes furent rapidement mises en place, telles que :

- Le service d'eau participatif, qui repose sur un « troc » de main d'œuvre en échange du raccordement au réseau, pour les projets à petite échelle (moins de 3 000 habitants).

connectés pour la première fois au réseau entre 1997 et 1998, et 100 000 connexions supplémentaires étaient prévues pour 1999. La recherche de solutions ne s'est pas arrêtée pour autant. En effet, un certain nombre de problèmes furent identifiés à différents stades du projet : le besoin d'accorder plus d'avantages à l'entreprise pour que celle-ci étende son réseau dans les quartiers défavorisés, le flou en matière de statut foncier qui complique les relations commerciales et empêche une facturation efficace. Les coûts élevés de mise en place de l'infrastructure et de l'assainissement ont aussi freiné la progression du projet. Différentes solutions techniques ont été envisagées, telles que les branchements et fosses septiques collectifs par exemple, qui ont ainsi réduit le coût par habitant. Des branchements collectifs furent aussi installés gratuitement comme solution temporaire dans les zones non raccordées au réseau.

Cette approche a permis d'introduire la notion de facturation « en bloc » qui exige un degré de confiance entre la communauté concernée et le concessionnaire, un intermédiaire étant chargé de la collecte des paiements. Les clients de la compagnie sont donc des groupements de personnes, plutôt que des foyers.

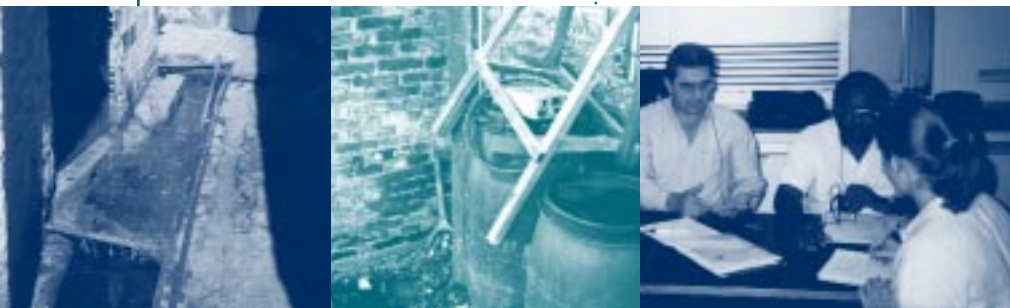
Le projet a également favorisé les PME locales chargées de l'exécution des travaux. Les ONG furent pour leur part chargées des enquêtes de

gouvernementales ainsi que le coût important des infrastructures furent également analysés.

Au démarrage du projet, il s'agissait pour Aguas Argentinas, le concessionnaire, de trouver le moyen d'assurer la desserte d'eau potable et d'assainissement dans les quartiers défavorisés, en particulier dans les « villas miserias », ces quartiers spontanés sans trame urbaine. D'un point de vue purement commercial, cette clientèle ne représente pas a priori un potentiel intéressant, puisque les 3 millions d'habitants concernés ne représentent que 15 % de la clientèle totale d'Aguas Argentinas, mais seulement 1,5 % des revenus contre 25 % des investissements. Dans cette optique, les ONG ont

- Les unités génératrices d'emploi, pour les projets à grande échelle. Une PME financée par les autorités locales (Provincia) exécute les travaux d'extension du réseau ; l'entreprise embauche des habitants du quartier qui remboursent les frais de connexion au gouvernement sur une période de 5 ans.
- Un accord de compensation fiscale, accord direct entre la municipalité et Aguas Argentinas. Cet accord permet à Aguas Argentinas de bénéficier de crédits d'impôts en échange de l'exécution de travaux dans les quartiers défavorisés.

Grâce à ces mesures, 100 000 habitants à faibles revenus furent



terrain et de l'organisation des communautés concernées par la mise en place du projet.

Le projet de La Paz/El Alto en Bolivie fut confronté au même type de difficultés ; le coût des installations principalement, mais aussi un besoin de sensibilisation aux avantages sociaux et en terme de santé apportés par les solutions d'assainissement. En effet, pour les habitants non hispanophones de ces quartiers défavorisés, l'assainissement ne représente pas une priorité.

Les solutions envisagées en Bolivie ont été dans l'ensemble similaires à celles de Buenos Aires. De plus, des opérations de sensibilisation ont été entreprises et un système de micro financement envisagé pour ceux qui souhaitent installer un système d'assainissement.

L'objectif du programme bolivien est de mettre en place un projet pilote qui permettrait de fournir 2 000 branchements au service d'eau et 2 000 installations sanitaires pour ensuite étendre cette initiative à l'ensemble des zones défavorisées du pays. Il est par ailleurs important de souligner le rôle des organisations internationales dans les sept projets du BPD. La Banque Mondiale, l'Unicef, le PNUD et le Ministère britannique pour le Développement international (DFID) ont ainsi apporté leur soutien.

Des problèmes spécifiques ont aussi été abordés, de façon formelle ou informelle, lors de cette rencontre :

la gestion « politique » des projets, le rôle des ONG, l'importance de l'assainissement. Ces ateliers furent illustrés par la visite de quartiers défavorisés. Les participants étaient très enthousiastes à l'issue de ces rencontres, cela va sans dire. Dès son retour en Colombie, un représentant du gouvernement colombien entama d'ailleurs les étapes préparatoires au lancement d'un programme similaire. Les prochaines rencontres promettent donc d'être encore plus riches en échanges.

## Les sept projets pilotes

Ces projets répondent aux demandes et aux besoins spécifiques des communautés concernées. Ils cherchent des solutions aux problèmes clés, au manque d'information et aux sujets d'actualité dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, en travaillant avec les populations concernées pour définir des solutions appropriées et abordables à leurs problèmes.

D'autres critères spécifiques ont aussi été établis afin de maximiser le potentiel innovant des actions :

- l'approvisionnement durable et commercialement viable de la communauté en termes de choix technologiques, de desserte, de récupération des coûts et de développement des micro entreprises ;
- l'accueil des participants des projets du BPD et l'organisation

de visites pour partager le résultat des actions entreprises ;

- l'expansion potentielle du programme à d'autres régions, provinces ou pays ;
- la sélection, de préférence, d'accords de coopération (joint-ventures) impliquant des compagnies d'eau nationales de taille réduite ;
- la gestion indépendante du projet et le financement par le(s) bailleur(s) de fonds.

## Cartagena, Quartier El Pozón, Colombie Approvisionnement en eau potable et assainissement

Parrainé par Aguas de Cartagena et Aguas de Barcelona

International Plan, Fondation Mamonal, Life, Comités d'action communautaires, Comités de gestion communautaires



Aguas de Cartagena, Aguas de Barcelona

Municipalité

L'objectif de ce projet, qui est dans sa phase initiale, est de desservir 1 700 personnes dans 309 logements situés dans les zones les plus défavorisées du quartier de Membrillal, dans le sud-est de Cartagena de Indias, grâce à un aqueduc à faible débit. Le réseau sera divisé en secteurs afin de mesurer l'arrivée d'eau pour permettre une facturation mensuelle basée sur la consommation hebdomadaire. Parallèlement, une campagne

d'information sera menée pour sensibiliser les habitants à l'utilisation rationnelle de l'eau.

Les travaux seront financés par les pouvoirs publics, en faisant appel à la main d'œuvre locale. Des comités chargés de superviser la livraison, la surveillance et la collecte des fonds ont été formés, comités qui développeront également des entreprises financées par micro prêts. Les ONG apportent leur soutien dans la mise en place de programmes d'éducation et dans la création de micro entreprises. L'approvisionnement en eau devient ainsi la première étape d'un processus qui, à plus long terme, apportera le développement durable et global de ces quartiers.

### Jarkarta, quartier de Marunda, Indonésie Approvisionnement en eau

Parrainé par Thames Water

Thames Water,  
Thames Pam Jaya



Comité d'urbanisme de Marunda  
Ministère des Travaux publics  
( Cipta Karya )

Associations communautaires,  
Lembaga Swadaya Masyarakat

Les 20 000 habitants de Marunda, un quartier situé à l'est de Jakarta, n'ont pas d'accès à l'eau potable. La livraison est assurée par des porteurs qui revendent l'eau qu'ils acheminent d'une source parfois éloignée ou bien par des citernes

mobiles appartenant à des particuliers. Une famille doit ainsi payer jusqu'à 5 à 15 % de ses revenus mensuels pour se faire livrer les 20 litres dont elle a besoin chaque jour.

Thames Pam Jaya, l'organisme responsable des services d'eau pour cette zone, doit construire une canalisation principale de 1,8 km de long en effectuant, au fur et à mesure de l'avancement, les branchements. De plus, un terminal sera installé en bordure des bidonvilles. Au-delà, les livraisons seront assurées par les porteurs d'eau bien qu'on soit également en train d'envisager l'installation de bornes-fontaines tous les 200 m. Les logements permanents devraient à terme bénéficier de branchements pour les clients qui peuvent se le permettre, selon le mode de facturation traditionnel.

La planification, les appels de fonds, l'administration et la maintenance du système seront assurés par les représentants des différents secteurs au sein d'un comité de gestion de l'eau. Ce comité sera aussi impliqué dans la sélection des gérants pour chaque prise d'eau ainsi que dans la tarification et le contrôle ainsi que les options à envisager en matière d'eau usée. Des ONG se sont formées au sein de la communauté pour traiter des problèmes sociaux, d'éducation et d'autosuffisance.

Les acteurs du projet estiment que cette approche, en particulier le système du Comité de gestion de l'Eau, devrait servir de catalyseur pour lancer des programmes similaires dans d'autres quartiers de Jakarta.

### Port-au-Prince, Haïti Restructuration du service public dans les bidonvilles

Parrainé par Hydro Conseil et le Programme Solidarité Eau

CAMEP



GRET, SOLAM, Comités  
locaux de gestion de l'eau

Associations  
communautaires,  
SICA, GATAPHY

Ce programme a pour objectif de poursuivre et d'étendre l'action entamée en 1994 par le GRET (Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques) pour palier aux insuffisances de la distribution publique d'eau potable dans les bidonvilles de Port-au-Prince. Un réseau de distribution composé essentiellement de bornes-fontaines payantes avait été mis en place à l'époque, réseau dont la gestion était assurée par les habitants du quartier.

La CAMEP, l'opérateur responsable de la distribution de l'eau, n'assure pas directement la distribution de l'eau dans les 14 bidonvilles de Port-au-Prince, soit environ 216 000 personnes. En partenariat avec le GRET, la CAMEP mesure les

besoins en eau et en distribution jusqu'au compteur principal installé à l'entrée des bidonvilles. Ce projet est peut-être légèrement différent des autres puisque l'implication du secteur privé est principalement réduite à l'aspect technique par le biais de sociétés « externes » et des travaux effectués par les entrepreneurs locaux.

Construits de façon illégale, sans route ni égouts, les bidonvilles souffrent d'un manque de trame urbaine. Des comités locaux assurent la gestion des bornes-fontaines collectives et utilisent les revenus pour la construction de canaux de drainage et de petites passerelles.

L'une des difficultés principales de ce projet est la sensibilisation de la communauté autour d'un intérêt commun. Par exemple, la planification des réseaux crée des conflits si bien qu'il faut tout particulièrement en soigner la réalisation technique.

Les comités de gestion de l'eau sont la clé de voûte de ce programme ; ils peuvent en effet jouer un rôle essentiel dans la stabilisation et la normalisation des relations parfois volatiles au sein de la communauté. Le projet commence doucement à porter ses fruits, puisque le taux de paiement des factures de la CAMEP dans les quartiers concernés est extrêmement élevé. Il prend aussi racine dans des quartiers plus difficiles. Les entrepreneurs locaux devraient effectuer d'autres travaux pour augmenter le nombre de points d'eau.

### La Paz et El Alto, Bolivie Développement de l'approvisionnement en eau et assainissement pour les populations marginalisées des quartiers urbains défavorisés

Parrainé par Suez-Lyonnaise des Eaux et Aguas del Illimani

Lyonnaise des Eaux  
Aguas del Illimani



Conseil municipal d'El Alto

Comités locaux,  
Associations de femmes

Le programme a pour objectif de desservir une population à très bas revenus d'environ 60 000 personnes. La plupart sont paysans et mineurs et parlent Aymara. La consommation d'eau est très faible et l'assainissement conventionnel coûte trop cher, et n'est pas considéré comme une priorité. Un programme de micro prêt a donc été envisagé en conjonction avec une campagne de sensibilisation à l'hygiène. Bien que le statut foncier ne représente pas de véritable problème, un travail important doit être effectué au sein de la communauté pour établir des consensus.

Une phase pilote a été lancée pour tester la volonté de la communauté de construire et gérer des systèmes d'assainissement condominaux (équipements collectifs mais non publics). Les partenaires du projet, la Lyonnaise des Eaux et Aguas del Illimani, les municipalités et le régulateur, le Superintendant de

l'eau, estiment que les résultats devraient apporter des enseignements précieux pour les autres projets menés ailleurs. L'une des difficultés est de quantifier la contribution des communautés. Différentes activités de recherches, avec la contribution d'universités locales, ont également bénéficié au programme.

### Buenos Aires, Argentine Solutions innovantes pour l'approvisionnement en eau des quartiers défavorisés

Parrainé par Suez-Lyonnaise des Eaux et Aguas Argentinas

IIED-AI, Fondation Riachuelo,  
Comités locaux



Aguas Argentinas,  
Lyonnaise des Eaux

Autorités locales  
et régionales

Suite à l'octroi de la concession pour Buenos Aires en 1993, Aguas Argentinas a mis en place un certain nombre de solutions innovantes pour la desserte des quartiers défavorisés. Environ 3 millions d'habitants vivent dans ces quartiers. Ils gagnent en moyenne 500 dollars par mois (contre un PIB moyen par habitant d'environ 2 500 dollars). Il existait environ 500 000 connexions pirates au début de la concession. Depuis 1993, Aguas Argentinas a desservi plus de 1,5 millions de personnes en eau, et 800 000 en assainissement. (Cf. l'article sur la rencontre de Buenos Aires pour plus de détails).

## Région du Cap-Est et Province du Nord, Afrique du Sud Approvisionnement durable en eau et assainissement pour les régions défavorisées

Parrainé par Northumbrian Water

Autorités locales et nationales



Le Mvula Trust,  
Communautés concernées

Northumbrian Water,  
WSSA

Le projet a pour objectif d'accélérer le taux de développement des services d'eau et d'assainissement pour les quartiers à bas revenus de la région du Cap-Est et de la Province du Nord, soit environ 2 millions d'usagers. Le secteur public finance les infrastructures ainsi que les coûts de fonctionnement pendant les premières années. Les communautés peuvent bénéficier de ce financement dans la mesure où le projet est viable ; les coûts restent donc abordables. Le mode de fonctionnement des installations est clairement indiqué, ce qui permet aux employés et aux communautés d'en assurer la maintenance.

Sélectionnés à l'issue d'un appel d'offre, des consortiums privés obtiennent des contrats dans le cadre de l'initiative « Build, Operate, Train and Transfer, ou BOTT », (Construire, Maintenir, Former et Transférer). Permettant la participation effective de la communauté dans la prise de décision, des comités de pilotage sont ensuite créés pour décider des orientations pour la mise en place

de l'aspect transfert du projet, transfert qui devrait s'opérer dans un délai de 3 ans. La communauté devrait alors posséder les compétences nécessaires au fonctionnement, à la maintenance du système voire à son expansion.

On accorde beaucoup d'importance à l'utilisation des entreprises locales qui sont en mesure de fournir les services et les compétences requises. Cela permet de développer la capacité de la communauté tout en faisant appel à des ressources locales qui garantissent ainsi le futur du projet à long terme.

## Durban et Pietermaritzburg, Afrique du Sud Approvisionnement en eau des banlieues

Parrainé par Générale des Eaux et Le Mvula Trust

Durban Metro, Municipalités locales, Umgeni Water



Générale des Eaux,  
Micro entreprises

Le Mvula Trust, Associations communautaires, Consultants locaux sur le développement

En Afrique du Sud, l'approvisionnement en eau de nombreuses zones pauvres à population noire ne faisait pas partie, par le passé, de la juridiction des municipalités. C'était le cas pour les quartiers d'Inanda et de Ntuzuma à Durban, ainsi que ceux d'Ashdown, d'Imbuli et de Newton à Edendale, un « township » situé à Pietermaritzburg, la capitale de la province de KwaZulu-Natal. Suite aux élections nationales de 1994, les frontières des diverses autorités furent modifiées et tous les quartiers

furent intégrés à une municipalité unique. Outre l'immensité des frais d'infrastructure nécessaires à l'approvisionnement en eau, ces quartiers ne possèdent ni organisations communautaires effectives, ni gestion et planification urbaines. Il existait par ailleurs une forte culture de non-paiement et un système déficient de facturation. Tous ces facteurs grevaient lourdement les ressources des municipalités.

Financés par la Générale des Eaux, le Mvula Trust, Umgeni Water, les municipalités ainsi que la Commission de recherche pour l'eau, deux projets ont été mis en place à Durban et Pietermaritzburg. Pour chaque zone, le partenariat a formé des équipes chargées de sensibiliser les populations locales et d'instaurer un cadre qui facilite la prise de décision au sein de la communauté. Ces équipes ainsi que les associations locales composent à leur tour des comités de pilotage qui définissent les modes de distribution et de récupération des coûts ainsi que les choix technologiques.

## Quelques dates à retenir

### 2ème Congrès Mondial de l'Eau et Conférence ministérielle

17-22 mars 2000, La Haye, Pays-Bas

Pour obtenir plus de renseignements, vous pouvez contacter :

**World Water Forum Project Secretariat  
Ministry of Foreign Affairs (DML/PS)**  
P.O. Box 20061  
2500 EB La Haye  
Pays-Bas

Téléphone : + 31 70 3485402

Télécopie : + 31 70 3486792

Email : [secretariat@worldwaterforum.org](mailto:secretariat@worldwaterforum.org)

Site Web : [www.worldwaterforum.org](http://www.worldwaterforum.org)